

## L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

L'OCCUPATION DE L'IMMEUBLE DE LA *GLACE BAY GENERAL MINING* PAR LES TRAVAILLEURS

**M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre suppléant de l'Expansion industrielle régionale. Je lui signale qu'il règne actuellement au Cap Breton une situation sérieuse. En effet, les syndiqués de la *United Mine Workers of America* occupent les bureaux de la direction, dans l'immeuble de la *Glace Bay General Mining*. C'est l'attitude du gouvernement qui a poussé à bout les travailleurs. Je voudrais donc sincèrement savoir quelles mesures le ministre entend prendre afin de régler le problème. D'autre part, nous dirait-il quelles initiatives lui et ses collègues envisagent en vue de réduire le chômage aigu qui sévit parmi les mineurs de charbon de la Société de développement du Cap-Breton?

**L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports):** Monsieur le Président, cette question s'inscrit dans le mandat de la Société et il appartient à la direction et au conseil d'administration de la régler. Naturellement, l'affaire nous préoccupe vivement et nous nous inquiétons fort de l'acuité du chômage dans cette région. Mais le gouvernement s'en occupe. Grâce aux initiatives de l'ancien ministre de l'Expansion industrielle régionale, on a créé près d'un millier d'emplois. Mais ce n'est pas tout, car de nouvelles initiatives permettront d'en créer beaucoup d'autres.

LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON—ON DEMANDE L'ÉLABORATION DE PROJETS DE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI

**M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond-Est):** Monsieur le Président, je tiens à avertir le ministre, en toute sincérité, que la situation risque de s'envenimer. Qu'il ne s'en remette pas à un directeur de société d'État, grassement payé, qui ne s'est jamais soucié des travailleurs de cette région et ne leur a jamais manifesté la moindre bienveillance. Le ministre s'engage-t-il à ordonner au président de la Société de développement du Cap-Breton d'entreprendre sans délai des discussions utiles pour trouver d'autres solutions qui redonneront du travail aux plus de mille travailleurs de la Société qui sont en chômage? Va-t-il le faire?

**L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports):** Monsieur le Président, je ne prends pas à la légère les remarques du député qui expose la gravité du problème que je comprends fort bien. Seulement, que le député veuille bien me permettre d'examiner le problème afin de voir ce que nous pouvons y faire. Sans vouloir du tout m'en laver les mains, je signale au député que les directeurs de la société d'État ont leurs obligations. Il comprendra, j'espère, que la question est délicate et qu'il faut agir avec tact.

\* \* \*

## LES AFFAIRES INDIENNES

LE CONFLIT DANS LE SECTEUR DE LA PÊCHE AU SAUMON DANS LE NORD DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

**M. Benno Friesen (Surrey—White Rock—Delta-Nord):** Monsieur le Président, étant donné l'absence du ministre des

## Questions orales

Affaires indiennes et du Nord canadien, ma question s'adresse au ministre suppléant. Des nouvelles en provenance du nord de la Colombie-Britannique prédisent un conflit entre les fonctionnaires du ministère des pêches et les bandes indiennes à qui l'on a accordé le droit d'établir une zone de pêche commerciale aux sources des rivières. Étant donné que la base de cette industrie est très instable, que la province tout entière est tributaire de ressources abondantes aux sources des rivières, et que les nouveaux règlements municipaux menacent ces mêmes ressources, le ministre interviendra-t-il dans les prochaines 48 heures d'importance vraiment cruciale pour ce secteur...

**M. Deans:** La question.

**M. Friesen:** ... et essaiera-t-il de faire quelque chose à propos de ces règlements car les pourparlers en cours maintenant...

**M. Deans:** La question.

**M. Friesen:** ... pourraient unifier le secteur?

**L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, je transmettrai ces instances au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Toutefois, je puis dire au député que, en ce qui concerne ces règlements qui pourraient entrer en vigueur le 15 juin, les groupes tant indiens que non indiens s'intéressant à la pêche ont prévu de se rencontrer pour mettre au point un régime dans le cadre duquel les deux groupes pourront évoluer et grâce auquel les ressources seront à la fois préservées et accrues. Telle est la position du ministre et nous ne manquerons pas non plus de lui faire part des instances du député.

\* \* \*

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE TARIF IMPOSÉ SUR LES LIVRES IMPORTÉS

**M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Hier, le *Canadian Book Publishers Council* a fait savoir aux fonctionnaires du ministère des Finances que 4,000 emplois étaient en jeu en raison de l'imposition irréflectée par le ministre d'un tarif de 10 p. 100 sur les livres. Est-ce que le ministre admettra enfin qu'il a commis une erreur? Abolira-t-il ce tarif? Cherchera-t-il des mesures de représailles qui nuisent aux Américains et non pas aux Canadiens?

**M. Deans:** Bravo!

**M. Boudria:** Dites que vous le regrettez et que vous ne le ferez plus.

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, en bref, la réponse est non. Comme je l'ai dit plus tôt à un autre député, j'ai discuté de la question avec mes collaborateurs, avec des fonctionnaires de mon ministère et je rencontrerai personnellement des représentants de l'industrie au moment opportun.